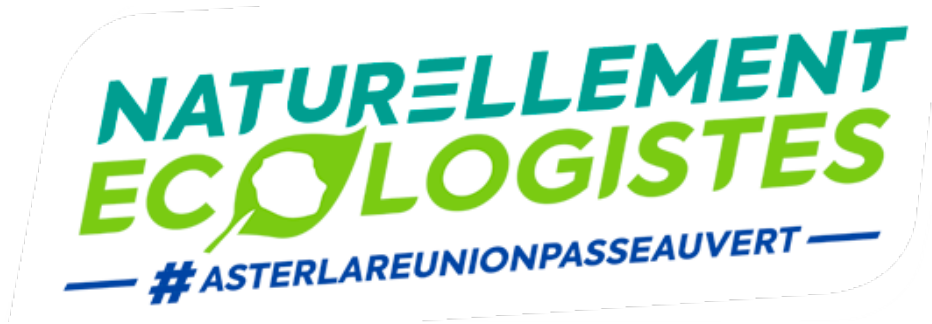


# PROGRAMME DE LA LISTE



## UNE ÉCOLOGIE DES SOLUTIONS

### UN CADRE, CINQ PRIORITÉS & 15 ENGAGEMENTS

UN CADRE POUR GARANTIR NOS ENGAGEMENTS

**Nous organiserons une Convention Climat Régionale couplée avec une véritable Conférence Territoriale de l'Action Publique afin de :**

- Redéfinir les compétences et les champs d'intervention de chaque collectivité en remettant la transition écologique, au cœur de toutes les politiques publiques : agriculture, mobilités décarbonées, emplois, énergies, etc.
- Définir les enjeux territoriaux de l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2035
- Garantir la mobilisation des budgets de l'action publique via des Contrats de confiance avec l'État et l'Europe. La Réunion doit obtenir sa part du plan de relance et des fonds Européens pour engager le chantier de la transition écologique.

### CINQ PRIORITÉS

**PRIORITE 1 : UNE MOBILITE DÉCARBONÉE**

**PRIORITE 2 : PLAN ENERGIE VERTE ET UNE NOUVELLE ECONOMIE GREENTECH**

**PRIORITE 3 : DROIT À L'ALIMENTATION SAIN ET AGRICULTURE DURABLE**

**PRIORITE 4 : VALORISATION BIODIVERSITE MARINE & TERRESTRE, TOURISME, CULTURE, BIEN-ÊTRE ANIMAL**

**PRIORITE 5 : CAP FORMATION & CREATION D'ACTIVITES**

# PRIORITÉ 1 : MOBILITÉS DÉCARBONÉES

**C'est le projet central du mandat.** Le tout automobile est une impasse. Tous les jours, les Réunionnaises et Réunionnais sont confrontés aux mêmes problèmes d'embouteillages massifs, c'est aussi l'activité économique qui en pâti de manière quasi structurelle. Le transport routier est le plus gros consommateur d'énergie et le premier émetteur de gaz à effet de serre. **C'est donc notre principal levier d'action pour diminuer nos émissions et notre dépendance énergétique dont le taux s'élève à + de 87%.**

**ENGAGEMENT 1 : Une offre de transports en commun performante et des mobilités alternatives à la voiture.**

Nous construirons des **trams urbains là où les emprises foncières publiques le permettent et où les populations se concentrent** : centre-ville, bassins d'emplois, quartiers denses.

- C'est le cas du **projet de tramway pour le Nord/ Est** (Barachois/Quartier Français) qui pourrait être lancé rapidement si la volonté politique régionale est au rendez-vous avec la construction d'une solution immédiate vers l'Est en Bus à Haut Niveau de Services – Bus équipé à multiples services et performant avec voie dédiée- en attendant une connexion avec le RRTG à venir.
- C'est aussi le cas d'un projet de **tram urbain au Sud entre St Louis - St Pierre**- où se situe le plus gros nœud de congestion, avec là aussi la construction d'une solution immédiate d'une prolongation jusqu'à St Joseph et vers Étang-Salé, en Bus à Haut Niveau de Services – en attendant le RRTG à venir.

Pour décarboner le transport dans le cadre de l'objectif de neutralité carbone, nous engagerons la Région Réunion à développer une énergie alternative comme **l'hydrogène vert (voir priorité 2 et engagement 5)**. Suite à une annonce de Nicolas Hulot en 2018, le gouvernement français, lance actuellement un **grand Plan Hydrogène doté de 7 milliards d'euros** d'ici 2030<sup>1</sup>. Or, le secteur où le déploiement de l'hydrogène vert est le plus prometteur est celui des mobilités : bus, trains, tramways, vélos, fonctionnent à hydrogène et n'émettent pas de CO2. La Réunion n'a pas le droit de rater cette opportunité<sup>2</sup>.

**ENGAGEMENT 2 : Un Plan Vélo ambitieux avec soutien à une industrie locale des mobilités actives.**

**Nous réaliserons la voie vélo régionale promise par la majorité sortante mais jamais réalisée et mettrons en place une aide régionale à l'acquisition d'un vélo.** Les nouvelles mobilités sont aussi créatrices d'emploi. Nous favoriserons l'implantation d'une industrie des nouvelles mobilités qui vont se développer autour du vélo. Ateliers de réparation, recycleries mais aussi unités de montage, voire création à terme d'une filière locale de production de vélos. Nous favoriserons notamment l'implantation de nouvelles entreprises autour de vélos à forte valeur ajoutée : vélo-cargos, vélo-mobiles, vélos adaptés aux handicaps. A terme, nous pouvons créer plusieurs milliers d'emplois au cours de la mandature. Les métiers autour du vélo et des services liés offrent de plus en plus de débouchés nécessitant un savoir-faire et une qualification. Nous développerons des parcours de formation et d'apprentissage dédiés à construire cette nouvelle filière avec les lycées, les universités, les associations.

---

<sup>1</sup> Selon le Ministère de l'Écologie le marché français de l'hydrogène vert représentera 40 milliards d'euros d'ici 2050 avec plus de 40 000 créations d'emplois d'ici 2030 et 150 000 d'ici 2050.

<sup>2</sup> L'hydrogène est un gaz dont les propriétés offrent des atouts énergétiques qui vont devenir indispensables à la transition écologique..

### **ENGAGEMENT 3 : Unification des deux aéroports au sein d'une seule société. Consolidation de la compagnie régionale pour assurer la desserte régionale dans la zone OI. Nous préconisons de :**

- Mettre en place une gouvernance commune de nos deux aéroports de la Réunion dans une logique de complémentarité et afin de préserver l'aéroport de Pierrefonds. Pour mémoire, la Société aéroportuaire Roland Garros est inscrite sur la liste<sup>3</sup> des aéroports régionaux susceptibles d'être privatisés par l'APE (Agence des participations de l'État qui dépend de Bercy). La Réunion ne peut courir ce risque d'être privée de sa souveraineté en matière de stratégie de développement. Nous établirons un pacte d'actionnaires avec l'Etat, la CCI et les collectivités locales pour garantir que la majorité du capital de la Société Aéroportuaire restera sous gouvernance locale.
- Valoriser nos deux infrastructures aéroportuaires Roland Garros & Pierrefonds. Nous rejetons le projet *climaticide* et économiquement absurde porté par certains d'investir près de 50 millions d'euros dans l'extension de la piste de Pierrefonds pour y faire atterrir des avions gros porteurs pour une activité de fret aérien<sup>4</sup>. La véritable question est de savoir quelle est la stratégie de développement la plus pertinente pour Pierrefonds qui est à la peine depuis des années ? L'État financera l'extension du Pélicandrome et de la zone aviation civile mais la sécurisation de Pierrefonds passe par la définition d'une véritable stratégie : aéroport dédié à l'aviation légère, de tourisme, aux hélicoptères, à la formation et apprentissage, à des filières innovantes : formation initiale et professionnelle, centre d'essais et mise au points de drones au service biodiversité/ agriculture/ sureté & gestion risques naturels, suborbital pour lancement de nano satellites décarbonés pour application océanographie opérationnelle, observation climat & risques.
- Recapitaliser Air Austral avec engagement de la Région Réunion et de l'État pour assurer sa pérennité avec un modèle de développement régional nous permettant d'assurer une desserte directe depuis la Réunion vers les destinations d'échanges commerciaux régionaux
- Assurer une véritable continuité territoriale par la création d'une centrale d'achats de billets achetés à prix négociés et garantis afin d'éviter une inflation des prix des billets telle qu'observée depuis la mise en place de la continuité par l'ancienne majorité.

#### **IMPACT PRIORITÉ MOBILITÉS DÉCARBONÉES**

##### **Diminution des émissions de gaz à effets de serre émis par le transport de -25% à -50%**

- Aujourd'hui : 70% des déplacements en voiture, 5% Transport Commun et 1% vélo.
- ➔ 2030 objectif : 35% voiture, 35% TC et 15% vélo,
- Trafic aérien direct vers les espaces de la zone avec économie de kms aériens parcourus

##### **Création d'emplois**

- Nouveaux métiers transports en commun : conducteurs BHNS et tram, mécaniciens, ingénieurs, services billetterie, digitalisation, etc. L'enjeu du passage de la part modale des TC (bus, trams) à 35 % permettra de créer 5 000 emplois dans ce secteur
- Nouvelles mobilités : unités de montage/ réparation de cycles de 2000/3000 emplois
- Nouveaux services dédiés aux mobilités : 2000 emplois à créer
- Unités de production d'hydrogène à la Réunion : 2 000/3 000 emplois
- Aéronautique : 2 000 emplois

➔ **Potentiel de création : de 15 000 à 20 000 emplois sur les 10 prochaines années**

<sup>3</sup> Toulouse, Nice et Lyon ont déjà été privatisés. A Bordeaux, les collectivités sont mobilisées pour empêcher la privatisation.

<sup>4</sup> On sait que la crise COVID frappe durement le secteur aérien, on peut légitimement s'interroger sur la pertinence d'un tel projet d'investissement qui va à rebours de toutes les tendances actuelles. D'autant plus qu'il n'y a plus qu'un seul avion-cargo (contre quatre il y a quelques années) qui dessert aujourd'hui La Réunion, les compagnies aériennes préférant rentabiliser leurs lignes commerciales grâce au fret. Vouloir faire de Pierrefonds le « Rungis » de l'Océan Indien c'est bien mais pour exporter quoi ? Et vers où ? En quelles quantités ? A quel prix ?

# **PRIORITÉ 2 : ÉNERGIES VERTES/NOUVELLE ÉCONOMIE**

## **GREENTECH<sup>5</sup>**

La Réunion est dépendante aux énergies fossiles à 65 % pour sa production d'électricité et à + de 87 % pour sa consommation finale d'énergie primaires. Le mix électrique réunionnais, malgré la bagasse et l'hydroélectricité, est l'un des plus carbonés de France. L'actuel projet de Programmation Pluriannuel de l'Énergie (PPE) reconduit la logique de dépendance énergétique qui pèse sur nos importations et a un coût environnemental inacceptable. Hier, c'était l'importation d'énergies fossiles, demain, ce sera l'importation massive de biomasse et en 2030, La Réunion sera une région « hors-la-loi climatique ». Pourquoi importer toujours plus de ressources alors qu'elles sont présentes localement : le solaire, les diverses énergies marines, l'eau, la géothermie, le vent ? Comment aller vers une véritable souveraineté énergétique ? Quatre leviers : agir sur la maîtrise de la consommation, exploiter les ressources renouvelables locales, transformer nos déchets en énergie et articuler énergies et économie circulaire.

### **ENGAGEMENT 4 : Diminution de notre consommation et de nos besoins en électricité**

- Diminuer les consommations d'énergie dans les espaces publics
- Des transports en commun à consommation énergie électrique zéro fossile (voir engagement 1)
- Accompagner les gros consommateurs d'énergie (aéroports, hôpitaux, universités, unités de production) vers des unités d'auto production d'électricité (Énergie thermique des mers, géothermie)
- Favoriser l'autoproduction individuelle via le soleil et le vent : photovoltaïque, petites éoliennes à axe vertical -

### **ENGAGEMENT 5 : Produire à partir de nouvelles sources d'énergies locales et renouvelables.**

Créer un pool énergétique réunionnais diversifié autour des ressources locales. Plusieurs solutions pour les besoins collectifs à mixer : bagasse, biocarburants, géothermie, hydraulique, solaire. Plan Hydrogène Vert Réunion (voir engagement 1 : Plan national hydrogène/7 milliards d'euros-2030). L'hydrogène avec le Plan national H2 Vert offre à La Réunion une formidable opportunité de créer sur les années à venir une filière et un écosystème industriels créateurs d'emplois.

---

<sup>5</sup> L'initiative GreenTech Innovation (Ministère de l'écologie) vise à développer l'innovation des start-up et PME pour développer de nouveaux produits, usages et services pour les citoyens sur les différentes thématiques du ministère de la transition écologique.

## ENGAGEMENT 6 : Un plan de transformation de nos déchets en énergie

Ni enfouissement, ni incinération, rompre avec la logique dans laquelle la Réunion prévoit de le faire pour des décennies, alors que l'Europe appelle à l'arrêt de ces pratiques

- Renégocier les contrats ILEVA et ISDU pour les orienter dans le sens d'un modèle économique plus vertueux, en rupture avec l'inflation de consommation de déchets qui est inscrite dans le projet ILEVA et ne met pas fin à l'enfouissement
- **Pour une écologie des solutions.** Accompagner la transition vers d'autres technologies comme la gazéification des déchets d'élevages associés aux déchets verts. Nous favoriserons **la création de petites unités de gazéification par élevage, unités qui en associant excréments et déchets verts, permettront de produire de l'électricité.** Ça permettra aussi de valoriser nos déchets verts qui pèsent annuellement pour **25 millions d'€ sur le budget des collectivités.** Avec l'économie générée, la Région pourra accompagner le plan gazéification des élevages avec ingénierie et équipements associés fournis, et mobiliser le fonds européens sur ce volet qu'aujourd'hui nous ne récupérons pas faute de projets. Le biochar, résidu de la gazéification, peut être utilisé comme engrais agricole naturel et contribuer à diminuer les quelques 100 000 tonnes d'engrais annuels importés, réduisant là encore la dépendance aux importations. L'Économie circulaire au service de l'autonomie alimentaire, énergétique et sociale.

## ENGAGEMENT 7 : Un plan d'économie circulaire générateur d'emplois autour des filières déchets

- Réduction des déchets : objectif une île zéro plastique. Les Réunionnais s'attendent des avancées rapides et visibles dans le domaine de la lutte contre la pollution plastique. La responsabilité de la future majorité régionale est donc immense. Dans le cadre de la COP Régionale Climat, nous mettrons en place un « Pacte Régional Zéro Plastique » engageant tous les acteurs, professionnels, collectivités, associations de consommateurs dans une démarche d'éradication progressive et planifiée. Tous les outils seront utilisés, incitations, campagnes de sensibilisations, critères de taxations des produits (sur-emballés, emballage non réutilisable, nocifs, etc.), recyclage avec partenariat grande distribution avec chèque incitatif pour les ménages, consignes et récupération.
- Généraliser la collecte séparative des bio-déchets, mettre en place la tarification incitative, promouvoir le réemploi, la consigne et la vente en vrac. Bannir le jetable. Utiliser la taxe sur l'octroi de mer.
- Populariser et valoriser le défi « Famille Zéro déchets »

Diminution des émissions de gaz à effets de serre du secteur énergétique de -25% à -50%  
Création d'emplois → estimation à 25 000 emplois dans l'économie circulaire & déchets.

# PRIORITÉ 3 : DROIT À UNE ALIMENTATION

## SAINE/AGRICULTURE BIO

**ENGAGEMENT 8** : Un Programme Alimentaire Territorial, PAT, (en coopération avec Département et communes / EPCI) : objectif autonomie alimentaire

- Contractualiser avec les communes qui engageront un PAT autour de 7 axes : circuits courts, transformation & valorisation produits locaux, zéro gaspillage, solidarités alimentaires, culture & éducation, santé, énergie. Notre objectif est de faire reconnaître un véritable droit à une alimentation saine pour tous. Or, à La Réunion, une large fraction de la population n'a pas accès à une alimentation de qualité. Nous expérimenterons le chèque alimentaire.
  
- **Circuits courts**
- Soutenir et accompagner la création de plateformes d'approvisionnement et distribution
- **Création chèque alimentaire** pour les familles de 20€ par personne /semaine, permettant de se fournir en produits frais locaux bio/ raisonnée. Organisation en partenariat avec boutique /superettes de proximité en charge de s'approvisionner auprès des agriculteurs conventionnés et acheter à prix négociés et marges raisonnables. Cette expérimentation sera financée par l'octroi de mer sur les produits alimentaires industriels importés sous plastique, les plus pauvres en nutriments mais riches en additifs dangereux pour la santé.
- a. **Augmenter la fréquentation de 20% des commerces de proximité et centre-ville.**
- b. **Déploiement de l'objectif zéro gaspillage**
  - Pacte avec la restauration, la grande distribution (contre le suremballage), les commerces de proximité → Systèmes de récupération / distribution/ transformation
  - Réseau de composts ménagers → recycler les déchets ménagers en compost apportés aux épiceries de proximité et redonner aux agriculteurs les approvisionnant comme engrais naturels.
- c. **Transformation et valorisation des productions locales**
  - Soutenir et accompagner la création de petites unités de transformation et plateforme logistique de distribution de productions locales au meilleur prix.
  - **Création de Pass agri-valorisation**- Soutien aux exploitations agricoles investissant dans la valorisation de leur production par la transformation et/ou la commercialisation

## **ENGAGEMENT 9 : Un redéploiement agricole et pêche pour relocaliser la production alimentaire**

- Libérer les terres agricoles en friches/non valorisées pour y déployer des cultures vivrières
- Soutenir les projets de micro-fermes reposant sur les principes de l'agro-écologie
- Productions vivrières capable de nous rendre autonome tant en produits frais qu'en produits transformés.
- Relancer les productions différentes : mangue locale, barbadine, anacardier, anone, combava, passiflores, ramboutan ... et identitaires à forte valeur ajoutée exportatrice et créatrice d'emplois (géranium, plantes aromatiques et médicinales, thé, vanille, café...)

Passer d'une agriculture reposant sur l'utilisation d'intrants dangereux pour la santé (agriculteurs et consommateurs) et destructeurs pour la biodiversité, à une agriculture bio, mobilisatrice de savoirs, de savoir-faire et de main d'œuvre, comme l'agro-écologie (ratio de 10 emplois /ha), favoriser l'aquaponie pour les espaces à très faible superficie disponible ainsi que l'agriculture urbaine.

Donner à La SAFER un vrai pouvoir d'agir et y associer une Banque d'investissement public<sup>6</sup> pour acheter des terres et les mettre pour l'euro symbolique à disposition des jeunes / nouveaux agriculteurs ou exploitation souhaitant se développer pour valoriser les friches. A terme possibilité de rachat quand exploitation installée et rentabilisée. La SAFER doit être apolitique, et avec des leviers financiers taxant les friches agricoles pour contraindre les propriétaires fonciers à la mise en vente ou à disposition pour et avec des moyens pour tenir des objectifs de 2000 ha par an sur 5 ans, soit une mise à disposition de 10 000 ha dans 5 ans de surfaces agricoles, pour des cultures vivrières, patrimoniales, élevages éthiques<sup>7</sup> (avec ratio 1000m<sup>2</sup> = 1emploi - 10emplois par ha- soit pour la moitié des 10 000ha à reconquérir, 50 000 emplois et le reste 2 emplois/ ha= 10 000 emplois.)

### **Relocaliser nos ressources halieutiques pour une consommation locale et limiter l'import de poissons<sup>8</sup>**

Développer la petite Pêche et l'aquaculture locale (dont aquaponie), en mobilisant une banque publique d'investissement pour acquérir petits bateaux et mettre en place coopérative d'achat réservé de poissons à prix fixe pour garantie approvisionnement de la restauration scolaire et petite unité de transformation du poisson et parties non utilisées / vendables pour transformation en rillettes de poissons, fertilisants...

Développement de l'algoculture

**Diminution des émissions de gaz à effets de serre du secteur par diminution des importations de produits alimentaires  
Création d'emplois nouveau agriculture durable → estimation à 50 000 à 75 000 emplois sur dix prochaines années**

<sup>6</sup> Ce qui bloque actuellement : SAFER préempte et les terres sont gelées pendant des années le temps que les agriculteurs se voient prêter l'argent nécessaire par la CA (8 refus sur 10). Le coût du foncier plombe la rentabilité des exploitations.

<sup>7</sup> Pas d'aide aux élevages industriels

<sup>8</sup> Des ressources halieutiques importantes mais prioritairement destinées à l'exportation. Une large part de la pêche réunionnaise ne contribue pas au système alimentaire local.

# **PRIORITÉ 4 : Valorisation de la biodiversité marine et terrestre** **/ Santé / Bien-être animal / Tourisme / Culture / Logement.**

## **ENGAGEMENT 10** : Préserver et valoriser notre biodiversité, engager une démarche de résilience aux risques

Il s'agit de valoriser économiquement et socialement le hot spot mondial de la biodiversité que porte la Réunion et concentrer un réseau de compétences en matière de préservation hors du commun : La Réunion est un site de valeur planétaire sur le plan patrimonial et scientifique.

Sous l'égide de la future COP 21 Réunion, faire la future l'Agence Régionale de la Biodiversité, une plateforme scientifique et de connaissance mondiale, porteuse

- d'un Plan GreenTech Réunion<sup>9</sup> avec créations d'activités innovantes et porteuses d'emplois, agro-écologie et foresterie. C'est l'occasion de développer les Hauts, grands oubliés de la politique régionale
- d'un observatoire des risques pour engager à la Réunion dans une démarche de territoire résilient face aux risques pluriels.
- Accompagnement notamment des intercommunalités dans la gestion des risques GEMAPI afin de renforcer leur ingénierie et éviter les solutions tout endiguement et tout-béton.
- Risque requin, définir avec l'Etat la mise en place d'un véritable plan de gestion des risques intégrée
- Bâtir un programme de santé local à partir de nos plantes endémiques pour une pharmacopée indépendante des grands lobbying pharmaceutiques. Et négociation avec l'Etat en faveur d'un contrat régional de santé territorialisé et adapté à la Réunion – négociation avec ARS déclinaison politique sanitaire Covid/ Dengue.
- Bien-être animal. Nous nommerons une délégation condition animale affectée à une Vice-Présidence. Nous ajouterons une clause « bien-être animal » dans les marchés publics, concessions et autorisations administratives. Comme le respect de l'environnement, le respect des animaux deviendra une condition à tout financement public. Nous organiserons des Assises sur la condition animale sur le territoire.

---

<sup>9</sup> La Greentech innovation est un programme national ouvert aux incubateurs qui souhaitent soutenir les start-up et PME innovantes en faveur de la Transition écologique : neutralité carbone, économie verte, chimie biosourcée, réseaux électriques intelligents, bâtiments durables, mobilité durable, santé-environnement, eau biodiversité et biomimétismes, numérique durable...



## **ENGAGEMENT 11 : Un plan tourisme vert axé sur la culture, l'identité patrimoniale, les pratiques sportives et le « voyager local »**

- Remettre les Réunionnais au cœur de la nouvelle stratégie du tourisme. Pour une Réunion destination à forte valeur et identité culturelle et patrimoniale, appropriée par ses habitants. Le "voyager local", à l'instar du "manger local", répond aux préoccupations des citoyens en matière de préservation de l'environnement, de quête d'authenticité et de rejet du tourisme de masse. C'est un moyen de porter aussi le rebond du secteur touristique dans la période de crise sanitaire et de limitation des déplacements.
- Développer des positionnements d'excellence pour le tourisme : découverte économique & congrès scientifique (biodiversité, économie bleue, agro-foresterie, santé...), pratiques sportives, santé & médico social,
- Développement de tables & gîtes d'hôtes, de camping à la ferme et d'agro tourisme + l'hébergement insolite et des activités de loisirs innovants.

### **Pour cela plusieurs leviers**

- ⇒ Revoir l'attribution des priorités du budget tourisme confié annuellement à l'IRT. C'est un budget uniquement dédié à la promotion en termes d'image mais peu de fonds propres pour construire une offre tourisme solidaire, locale, en contrepartie des fonds européens pas toujours consommés
- ⇒ Réforme de l'IRT trop politisé, avec plus de professionnels et un partage de la gouvernance avec les EPCI et Offices Tourisme. Les habitants doivent devenir les ambassadeurs de notre île
- ⇒ Une plateforme d'ingénierie à mettre à disposition des porteurs de projet pour développer durablement des projets structurants touristiques.
- ⇒ Des contrats territoriaux Région avec intercommunalités et communes pour valoriser patrimoine, espaces de culture & loisirs et les ouvrir à nos enfants pour les temps périscolaires et les projets éducatifs.
- Une destination des pratiques sportives avec professionnalisation d'une filière économique : métiers de coach, santé & sport pour tous. Un plan d'équipements sportifs pour assurer un équipement sportif de proximité et rééquilibrer situation par rapport métropole – un plan de rattrapage le sport vecteur pour un territoire qui produit le plus grand nombre de champions sportifs ramenés au nombre d'habitants, associé à un campus excellence dédié au sport.
- Une destination culture ouverte à tous et construites avec les habitants. Nous ferons un audit global du budget régional culture afin de dégager des marges financières pour démocratiser l'accès à la culture.
  - Un Pass culture, un chèque (type ticket-restaurant) de 100 € par an et par famille pour spectacles et arts vivants.
  - Mise en réseau les théâtres, conservatoires, et espaces de diffusion avec coordination des programmes et des actions

#### **Un tourisme durable et responsable**

- ➔ Préserver et restaurer la biodiversité
- ➔ Objectif relocaliser les dépenses sur le territoire au lieu de les exporter à l'extérieur.

#### **Création d'emplois**

- ➔ estimation à 20 000 emplois directs et indirects pour le tourisme / sports/ Culture
- ➔ impulser un plan Greentech autour de l'écosystème connaissance scientifique : 2000 emplois

## **ENGAGEMENT 12 : Un logement décent pour tous et une activité garantie pour nos artisans et TPE du secteur de la construction**

Constats : un besoin de 7000 logements/an et on en produit à peine 2000. 70 000 logements à réhabiliter d'ici 10 ans. Il s'agit d'une filière qui pourrait créer beaucoup d'emplois et des revenus pour les artisans locaux. Le foncier manque et nos bailleurs en manquent pour produire des logements avec un rythme et quantité adaptée ; le Département est un des plus grands propriétaires fonciers.

### **Propositions :**

- Une action foncière publique qui anticipe pour assurer la maîtrise foncière et orienter les programmations de logement là où sont les véritables besoins. Nous proposons de soutenir les artisans qui se regroupent dans une démarche commune et de créer une foncière immobilière pour porter des opérations de logement adaptés permettant d'en vivre une politique d'innovation sur les nouveaux matériaux de substitution au tout béton. Foncière immobilière à créer avec Région, Département, collectivités et chambre de l'artisanat et des métiers.
- Une synergie / mutualisation entre bailleurs sociaux et implication plus forte artisans et BTP local
- Un outil de financement du logement social adapté au contexte économique

# PRIORITÉ 5 : CAP FORMATION & CREATION D'ACTIVITES

## **ENGAGEMENT 13** : Un campus inclusif & professionnel (potentiel de création de 1000 à 2000 emplois)

### **Constats partagés**

- Décrochage scolaire précoce. Taux d'illettrisme important et un taux d'illectronisme marqué. **Retard sur le volet école numérique.** Des infrastructures et moyens d'accueil vétustes. Une dynamique de formation continue qui s'adresse principalement à des publics en difficulté, et ne soutient pas suffisamment le parcours qualifiant des actifs. Un faible recours à l'apprentissage malgré un nombre d'apprentis en hausse
- Un Programme Régional d'Investissement dans les Compétences a été signé le 18 avril 2019 entre l'État et la Région Réunion, plan doté de 253,3 millions d'euros pour la période 2019-2022. La Région devait s'engager à mettre en œuvre 4500 places de formations supplémentaires et à réaliser 5000 entrées en formation de personnes en recherche d'emploi. Quel est le bilan ?

### ⇒ **PROPOSITIONS :**

- Un plan réhabilitation des équipements scolaires
- Un plan 2.0 de l'Éducation dans un partenariat communes et département avec équipement des collèges en tablettes numériques<sup>10</sup>
- Des coachs éducatifs et sportifs contre le décrochage du système scolaire.
- École de la 2ème chance numérique accessible à tous les jeunes par un maillage sur le territoire dans une logique d'inclusion des populations restées à l'écart du numérique.
- Urgence éducative : sur 5 ans, remobiliser les 250 millions du Programme Investissements Compétences (2019/2022) et engager un Plan Educatif /Formation d'urgence
- Construire un campus inclusif et professionnel, rattaché à l'Université et les Opérateurs de Compétences.
- Pacte territorial avec les entreprises tourné vers formation initiale et continue et accompagnant la création d'activités autour de la transition écologique. Il y aura notamment un besoin de formation la nécessité d'avoir plus de connaissances sur les spécificités de l'hydrogène, les techniques d'électrolyse, la sécurité liée au transport, le stockage et distribution de ce nouveau gaz dans les réseaux.
- Soutien au secteur des « EdTech », nouvelles technologies de transmission des savoirs en ligne. L'école et la formation de demain : une résidence de formations supérieures en ligne permettant aux étudiants réunionnais de suivre des cours des grandes écoles ou instituts sans avoir à risquer un séjour d'études coûteux en métropole

---

<sup>10</sup> Programme porté par l'académie de la réunion et le département mais qui équipe 700 à 1000 élèves par an !

## **ENGAGEMENT 14 : Un accompagnement sur mesure des porteurs de projets innovants**

Constats des échecs ou impasses des politiques économiques d'accompagnement des porteurs de projets

- Programme régional SAV (pour Soutenir-Accompagner-Valoriser) lancé à grand frais et sans suite opérationnelle. Quel bilan pour NEXA ?
  - Un écosystème de la recherche et de l'innovation dense mais dispersé. Des liens entre la recherche académique, l'innovation et le monde économique relativement faibles. Une dynamique de recherche industrielle en demi-teinte, avec très peu de brevets déposés
  - Pas de SATT Réunion (Société d'Accélération du Transfert de Technologies) pour faire le lien entre l'innovation et l'économie

⇒ **PROPOSITIONS :**

- Un guichet unique de l'entrepreneuriat pour les entreprises existantes et celles en création
- Un dispositif spécifique pour assurer le rebond des entreprises en difficulté
- Une société de transfert technologique pour que les start-up réunionnaises innovantes portées par l'argent public ne quittent pas le territoire
- Un dispositif pour l'innovation associant public et privé : création d'un grand Fond de dotation pour l'innovation Territoire Réunion

## **ENGAGEMENT 15 : Un plan Économie Sociale et Solidaire (ESS), une Silver économie en partenariat avec le Département et une action forte en faveur des commerces de proximité.**

### **ESS constats**

- L'ESS, un champ en plein essor qui a connu ces 10 dernières années une augmentation de 45% des emplois avec un potentiel de création d'activités très important pour les années qui arrivent. Une initiative est née de la part de la Chambre Régionale de l'ESS et de l'université de la Réunion autour de 10 propositions pour une transition durable pour faire de ce secteur clé un vecteur de croissance économique ; mais aucune politique publique régionale ne s'en est saisie.
- Nous n'avons pas eu le label French Impact, car la Région n'a pas sollicité de démarche territoriale, alors qu'à
  - A La Réunion, l'emploi dans l'Économie Sociale et Solidaire est deux fois plus dynamique que dans le reste de l'économie
  - Les associations, au cœur de l'économie sociale et solidaire, sont fragiles à la Réunion
  - Il y a des énormes en perspective des besoins services à la personne et notamment aide à domicile (2017 on estimait + 10 000 emplois en 10 ans). Un vieillissement de la population qui interroge sur les enjeux d'autonomie des seniors dont les besoins vont être croissants en infrastructures et en services. **Il y aura trois fois plus de seniors en perte d'autonomie en 2050**

⇒ **PROPOSITIONS :**

- **Un incubateur d'ESS Régional** : Stimuler et accompagner les parcours des projets vers une dynamique de parcours de projets inclusifs, et notamment pour le déploiement des secteurs suivants avec forts besoins et projets ou les voies de l'ESS sont adaptées : agriculture, alimentation, environnement, sports, culture, politique de la ville, éco tourisme, éducation, mobilités. (Création possible de 10 000 emplois)

- **Un plan sénior en soutien au Département : une véritable filière Silver économie (potentiel de création de 10 000 emplois)**
  - Réunion labellisée territoire « ami des aînés »
  - Une plateforme novatrice de maintien à domicile des personnes âgées (plan seniors - bouquet de services Réunion)
  - Un statut pour « les papis et mamies » désireux de s'investir socialement pour notamment transférer les savoirs faire aux jeunes générations
  - Formation aux nouveaux métiers de soin et d'aide à domicile

**Action forte en faveur des commerces de proximité (Préserver 10 000 emplois).**

**Créer un outil régional de soutien aux commerces, à l'artisanat et aux TPE**

Un plan d'urgence pour les commerces de proximité, les restaurants et lieux de sociabilité, durement touchés par la crise COVID. La Région Réunion, associée à la Banque des Territoires, mettra en place, en partenariat avec les EPCI, un dispositif unique d'aides financières aux PE/TPE qui viendra en complément du Fonds National de Solidarité. Un dispositif régional pour le commerce de proximité, l'artisanat, le tourisme, la restauration, les professionnels de la culture et de l'événementiel, et aussi pour les activités de loisirs, les lieux de visites touristiques et culturels, les activités agritouristiques, les centres équestres...

**Bénéficiaires**

Personnes physiques et morales, micro-entreprises, TPE, PME touristiques prioritairement de moins de 10 salariés permanents (en ETP), gîtes, associations, exploitations agricoles ayant une activité touristique, collectivités et offices de tourisme. Nous créerons un hub numérique dédié au dispositif pour faciliter les démarches des entreprises. Ce dispositif se déclinera en deux volets : le volet trésorerie pour permettre le redémarrage de l'activité (loyers, fonds de roulement, etc.) et un volet investissement pour accompagner la relance.

Autres mesures :

- Création d'un e-portail « Dans mon île » dédié aux achats locaux via internet pour relocaliser le commerce.
- Création d'une société foncière entre la Région, les intercommunalités et communes et consulaires comme la CCI propriétaire de foncier/ immobilier : acheter en commun du bâti commercial, afin d'offrir des loyers modérés dans des centre-ville devenus inaccessibles aux jeunes entrepreneurs ou aux indépendants, à qui il faut donner un coup de pouce.
- Pour tous les commerçants non propriétaires, un fonds d'aide pour faire diminuer la pression de la charge locative et intervenir auprès des propriétaires pour encadrer la concurrence, comme cela est fait sur les logements, et éviter le dumping des grandes chaînes de restauration rapide importés.